



# VERACRUZ : LES JOURNALISTES FACE À L'ÉTAT DE PEUR

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

→ 31 août 2015, devant le bureau de représentation de l'Etat du Veracruz à Mexico: des activistes dénoncent l'assassinat de Rubén Espinosa

© AFP PHOTO / Yuri CORTEZ



ENQUÊTE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES /  
EMMANUEL COLOMBIÉ, DIRECTEUR DU BUREAU AMÉRIQUE LATINE

## EN MISSION AU MEXIQUE

Sur le vaste espace latino-américain, impossible pour RSF, comme pour les autres organisations civiles qui défendent la liberté de la presse, d'ignorer la dense actualité du Veracruz. Il ne passe pas une semaine sans que l'écho de menaces et d'agressions contre les journalistes ne parviennent à notre bureau de Rio. Les statistiques des cinq dernières années attestent : le Veracruz est l'endroit le plus dangereux du continent pour les médias, dans un Mexique qui n'est pas officiellement en guerre mais qui subit depuis deux décennies la violence des cartels de la drogue.

En juin 2016, pour la 3<sup>ème</sup> fois en 10 ans, RSF s'est rendue dans le pays pour tenter de comprendre l'environnement de travail des journalistes locaux. Dans la capitale Mexico, l'ONG a rencontré les principaux acteurs institutionnels engagés dans la protection de la profession, ainsi que des journalistes du Veracruz exilés. À Xalapa, capitale de l'État du Veracruz, RSF a organisé une série de rendez-vous avec un collectif de journalistes, des correspondants et des reporters locaux menacés, représentants du mécanisme de protection et des ONG. La mission s'est terminée dans la ville portuaire de Veracruz pour échanger avec des journalistes persécutés et des familles de victimes.

Cette mission et les entretiens réalisés ont amené l'organisation à un premier constat : les journalistes du Veracruz sont pris en étau entre des personnalités politiques corrompues et des cartels ultra-violents. En plus de conditions de travail très précaires, qui les amènent parfois à cumuler plusieurs emplois, ces témoins essentiels doivent composer avec la peur et l'autocensure pour survivre et protéger leurs proches. Mais malgré le danger permanent qui plane sur eux, ces courageux professionnels ne se résignent pas au silence.

Se pencher sur les conditions de travail des journalistes du Veracruz, c'est aussi rendre hommage à des centaines d'autres professionnels au Mexique et, plus largement, dans toute l'Amérique centrale, une région nécrosée par le crime organisé, comme au Honduras, au Guatemala ou au Salvador...

Ce rapport, en plus de retracer le plus fidèlement possible le quotidien de ces journalistes résistants, propose une série de recommandations visant notamment à renforcer l'efficacité des nombreux dispositifs de protection déjà existants, au niveau local comme national.

Sa parution intervient d'ailleurs quelques semaines seulement après l'investiture du nouveau gouverneur du Veracruz, élu lors des élections locales de 2016. L'occasion pour RSF d'interpeller le gouvernement en place et d'alerter la communauté internationale sur les dangers qu'encourt la profession. Car force est de constater que si rien ne change, si la corruption ne recule pas, le journalisme indépendant, déjà exsangue, finira par s'éteindre.

**Emmanuel Colombié**  
**Directeur du bureau Amérique latine**



Couverture :  
11 février 2016, Mexico : manifestation en hommage  
aux journalistes du Veracruz assassinés

© AFP PHOTO/RONALDO SCHEMIDT

## SOMMAIRE

<b>L'État de peur</b>	<b>5</b>
<b>1. Le Veracruz, État le plus violent du Mexique, pays le plus meurtrier d'Amérique latine</b>	<b>6</b>
1 - Des chiffres effarants	6
Infographies Mexique et Veracruz	
2 - Le mandat sanglant de Javier Duarte	8
Dates clés	
La lente descente aux enfers du Veracruz	9
Miguel Ángel Yunes Linares, le bénéficiaire du doute	11
<b>2. Travailler au Veracruz : le quotidien des journalistes</b>	<b>12</b>
1 - L'État, première menace contre les journalistes	12
2 - Les cartels, le règne de la terreur	14
3 - L'isolement, tombeau des journalistes du Veracruz	16
4 - L'impunité, naufrage du système judiciaire	17
<b>3. Le long calvaire des familles de victimes</b>	<b>20</b>
1 - Garder le silence : l'affaire Milo Vela	20
2 - Côté les meurtriers : l'affaire Gregorio Jiménez de la Cruz	22
<b>4. Des dispositifs de protection nombreux mais inefficaces</b>	<b>23</b>
1 - Au niveau national	23
2 - Au niveau local	27
<b>5. Recommandations de RSF</b>	<b>29</b>
1 - Aux autorités et instances nationales mexicaines	
2 - Au nouveau gouvernement du Veracruz	

## L'ÉTAT DE PEUR



Javier Duarte

Parmi les 32 États qui composent la fédération du Mexique, le Veracruz, situé sur la côte est du pays, est considéré comme la zone la plus dangereuse du continent américain pour les journalistes. Le mandat du gouverneur de l'État, Javier Duarte, du PRI (Partido Revolucionario Institucional, parti au pouvoir depuis 88 ans au Veracruz), qui devait officiellement prendre fin en décembre 2016, a été marqué par une hausse dramatique des attaques contre la presse.

À ce titre, les dernières nouvelles du Veracruz, au moment où nous bouclons cette enquête, sont édifiantes : le gouverneur sortant de l'État Javier Duarte, véritable fossoyeur du journalisme indépendant a démissionné avant la fin de son mandat, englué dans une affaire d'enrichissement illicite et suspecté de se trouver à la tête d'un vaste réseau de blanchiment d'argent. Depuis, l'homme s'est volatilisé. Recherché depuis le 21 octobre dernier par les autorités mexicaines et par Interpol dans 190 pays, il n'a toujours pas donné signe de vie. Il laisse derrière lui un État surendetté et une presse à bout de souffle, traumatisée par les agressions systématiques dont elle a fait l'objet tout au long de son mandat.

Quelles sont les raisons d'un si triste bilan ? Tout d'abord la position géographique de l'État : une longue façade maritime face au Golfe du Mexique, un immense port industriel – le principal du pays. Le Veracruz est un haut lieu du commerce et du transport de marchandises, ce qui en fait également l'une des plaques tournantes de trafics en tout genre, notamment de drogue, dominé par deux cartels, Los Zetas, l'un des plus puissants et violents du pays, et Jalisco Nueva Generación. Les deux gangs s'affrontent régulièrement pour le contrôle des routes...

Les correspondants, photoreporters, chroniqueurs judiciaires et « reporteros policiacos » qui couvrent les activités policières et criminelles, que Reporters sans frontières a rencontrés lors de sa mission, sont les plus exposés. S'ils s'intéressent de trop près aux affaires du crime organisé, ils sont systématiquement menacés, parfois exécutés de sang-froid. La corruption quasi-généralisée de la justice et la police du Veracruz, où de nombreux fonctionnaires sont liés directement ou indirectement aux cartels, rend toute poursuite judiciaire vaine. L'impunité est telle que près de la moitié des agressions et menaces contre les journalistes sont le fait de policiers, qui ne sont jamais – ou presque – inquiétés... Javier Duarte a lui-même activement participé à la mise en place d'un système de surveillance des journalistes en créant des équipes d'informatique officieuses, appelés « informantes » ou « orejas » (oreilles). À en croire plusieurs reporters rencontrés à Xalapa, la capitale de l'État de Veracruz, ces espions vont même jusqu'à se faire régulièrement passer pour des journalistes pour obtenir des informations.

Face à la violence, la corruption et l'étroite surveillance dont font l'objet les journalistes, la loi du silence s'instaure progressivement. Les journalistes du Veracruz sont contraints de s'autocensurer pour sauver leur vie et préserver celle de leurs familles. Lorsque les menaces se font trop insistantes, ils n'ont souvent d'autre choix que le déplacement forcé ou l'exil.

Le renouvellement politique qui s'est amorcé le 1<sup>er</sup> décembre 2016 avec l'arrivée du nouveau gouverneur Miguel Ángel Yunes Linares, du PAN (Partido de Accion Nacional), a mis fin à près d'un siècle de règne du PRI, au pouvoir depuis 1928. Quatre-vingt huit longues années pendant lesquelles les pratiques mafieuses se sont profondément inscrites dans le paysage du Veracruz, et au cours desquelles la méfiance envers la presse a prospéré et les agressions contre les journalistes se sont multipliées.

Le mandat de Yunes Linares, même s'il est exceptionnellement raccourci à deux ans afin de s'aligner sur l'élection présidentielle de 2018, sera-t-il celui de l'apaisement entre la profession et les pouvoirs publics ? Bien que son arrivée suscite de l'espoir chez certains journalistes et défenseurs de la liberté d'expression, le nouveau gouverneur est issu du même sérail politique que son prédécesseur. La corruption est en outre si implantée dans les services de l'État et les cartels si intrinsèquement liés au pouvoir que la situation risque de ne pas fondamentalement changer.

# 1

## LE VERACRUZ, ÉTAT LE PLUS VIOLENT DU MEXIQUE, PAYS LE PLUS MEURTRIER D'AMÉRIQUE LATINE

### 1. DES CHIFFRES EFFARANTS

- État : Veracruz de Ignacio de la Llave
- 8 millions d'habitants (3<sup>e</sup> État le plus peuplé du Mexique, 6,7 % de la population mexicaine y vit)
- Capitale : Xalapa (s'écrit aussi Jalapa)

#### VERACRUZ, ÉTAT DU MEXIQUE LE PLUS MEURTRIER POUR LES JOURNALISTES

- Entre janvier 2000 et septembre 2016, RSF a recensé **19 assassinats** de journalistes au Veracruz, **soit 20 % des assassinats ciblant les journalistes** dans le pays (source : RSF)
- Pendant le mandat du gouverneur Javier Duarte (dec 2010 - dec 2016), RSF a recensé **17 cas de journalistes assassinés** au Veracruz (source : RSF)
- Près de **40 % des journalistes tués ou disparus au Mexique l'ont été au Veracruz (où habite 6,7 % de la population mexicaine) pendant le mandat de Javier Duarte** (source : RSF)



#### VERACRUZ, ÉTAT OÙ LES JOURNALISTES DISPARAISSENT EN PLUS GRAND NOMBRE

- Entre 2000 et 2016, **4 journalistes ont disparu** au Veracruz – **20 disparitions ont été comptabilisées à travers le pays** (source : CNDH)
- Trois de ces cas ont été recensés pendant le mandat du gouverneur Javier Duarte (2010-2016)

#### L'ÉTAT DE VERACRUZ, AU DEUXIÈME RANG DES EXACTIONS COMMISES CONTRE LA PRESSE

- Entre janvier 2011 et septembre 2015, le Bureau général du procureur (PGR) a ouvert **744 enquêtes préliminaires** concernant des délits commis contre les journalistes au Mexique, dont 10 % au Veracruz.
- Un peu plus de **13 % des agressions** contre la presse au Mexique entre 2007 et 2015 ont eu lieu au Veracruz : **269 cas ont été recensés sur cette période** (source Article 19).

#### VERACRUZ, L'ÉTAT OÙ LES JOURNALISTES BÉNÉFICIENT LE PLUS DE MESURES DE PROTECTION

- Entre octobre 2012 et septembre 2015, le Mécanisme fédéral pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et journalistes a mis en place des **mesures de protection pour 34 journalistes au Veracruz, soit 18,6 % de l'ensemble des journalistes** bénéficiant de protection à travers le pays. Ce mécanisme national, créée en juin 2012 et rattaché au ministère de l'Intérieur, met en place des mesures de prévention et des dispositifs d'urgence pour les journalistes en situation de danger.
- Entre décembre 2012 et le 30 juin 2015, la Commission du Veracruz pour l'attention et la protection des journalistes (CEAPP, créée fin 2012) a mis en place des **mesures de protection pour 59 journalistes** de l'État.

## MEXIQUE

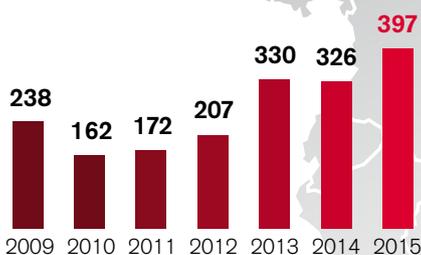
- Population : 120 millions d'habitants
- Le Mexique est le pays d'Amérique latine le plus meurtrier pour les journalistes depuis 2004, (à l'exception de l'année 2013 où le Brésil et le Honduras l'ont devancé) (source : RSF).
- Entre janvier 2000 et mi-décembre 2016, **99 journalistes** ont été assassinés au Mexique, dont la mort a **un lien évident ou probable** avec leurs activités professionnelles (source : RSF).
- Entre janvier 2010 et novembre 2015, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme a recensé **150 assassinats de journalistes** dans les Amériques. Un sur trois était mexicain (source : Commission interaméricaine des droits de l'Homme - CIDH).

## MEXIQUE,

## UNE AUGMENTATION GRADUELLE DE LA VIOLENCE

**Nombre de plaintes reçues** par la Commission nationale des droits de l'Homme du Mexique (CNDH) concernant les violences contre les médias et les journalistes :

Entre 2011 et 2015 : **439**  
Entre 2006 et 2010 : **390**  
Entre 2001 et 2005 : **208**



**Nombre d'agressions** (assassinats, disparitions forcées, agressions physiques, attaques de médias, déplacements forcés, menaces, harcèlements, intimidations, intrusions non autorisées, privations de liberté, violence institutionnelle) (source : Article 19)

## Nombre d'assassinats de journalistes au Mexique (source : RSF)



## 2. LE MANDAT SANGLANT DE JAVIER DUARTE

### • DATES CLÉS

- 1<sup>er</sup> décembre 2010** Investiture officielle du nouveau gouverneur Javier Duarte de Ochoa (PRI)
- 8 mars 2011** Assassinat du journaliste Noel López Olguín, *Horizonte*, *Noticias de Acayucán* et *La Verdad*
- 20 juin 2011** Assassinat de Miguel Ángel López Velasco, *Notiver*, et Misael López Solana, *Notiver*
- 26 juillet 2011** Assassinat de Yolanda Ordaz de la Cruz, *Notiver*
- 19 septembre 2011** Disparition du journaliste Gabriel Fonseca, *El Mañanero*
- 6 novembre 2011** Un incendie criminel détruit la quasi-totalité des bureaux du quotidien *El Buen Tono* lancé à peine un mois auparavant à Córdoba
- 28 avril 2012** Assassinat de Regina Martínez, *Revista Proceso*
- 3 mai 2012** Assassinat de Gabriel Hugué Córdova et Guillermo Luna Varela, *Veracruznews*, et d'Esteban Rodríguez, *Diario AZ* de Veracruz
- 13 juin 2012** Assassinat de Victor Manuel Baéz Chino, *Milenio* et *Reporterospoliciaicos.mx*
- 24 juillet 2012** Disparition du journaliste Miguel Morales, *Diario de Poza Rica*
- 3 décembre 2012** Création de la Comisión Estatal de Atención y Protección de los Periodistas (CEAPP), mécanisme de protection des journalistes du Veracruz
- 22 janvier 2013** Disparition du journaliste Sergio Landa, *Diario Cardel*
- 5 février 2014** Enlèvement puis assassinat de Gregorio Jiménez de la Cruz, *Notisur* et *Liberal del Sur*.
- 2 janvier 2015** Assassinat de Moisés Sánchez, *La Union*
- 3 mai 2015** Assassinat de Armando Saldaña Morales, *Radio La Ke Buena*
- 30 juin 2015** Assassinat de Juan Mendoza Delgado, *Escribiendo La Verdad*
- 1<sup>er</sup> juillet 2015** Javier Duarte déclare publiquement devant des journalistes du Veracruz « *Soyez sages, nous savons tous que certains vont dans la mauvaise direction, nous connaissons ceux qui ont des liens avec la mafia. (...) Restez en dehors de tout ça, nous allons secouer l'arbre et les pommes pourries tomberont.* »
- 31 juillet 2015** Assassinat de Rubén Espinosa Becerril (à Mexico), *Revista Proceso*
- 8 février 2016** Assassinat d'Anabel Flores Salazar, *El Sol de Orizaba*
- 2 mars 2016** La CIDH publie un rapport alarmant sur la situation des droits de l'Homme et la liberté d'expression au Mexique
- 14 mai 2016** Assassinat de Manuel Torres, *Radioover.com*, *TV Azteca*, *Noticias MT*
- 5 juin 2016** Élections locales du Veracruz
- 20 juillet 2016** Assassinat de Pedro Tamayo Rosas, *Al Calor Político*, *Piñero de la Cuenca*
- 12 octobre 2016** Face à d'insistantes accusations de corruption, le Congrès local du Veracruz autorise Javier Duarte à quitter prématurément son poste de gouverneur pour se défendre devant la justice ; quelques jours plus tard, il disparaît et reste introuvable depuis le 15 décembre 2016
- 1<sup>er</sup> décembre 2016** Investiture officielle du nouveau gouverneur Miguel Angel Yunes (PAN-PRD)



## • LA LENTE DESCENTE AUX ENFERS DU VERACRUZ

Un être « vil », « corrompu », « machiavélique ». Fidel Herrera Beltrán, l'homme qui a gouverné l'État du Veracruz entre 2004 et 2010, a laissé un souvenir impérissable à tous ceux qui ont eu affaire à lui. Selon les observateurs, l'ancien gouverneur a ouvert toutes grandes les portes de cet État au cartel de Los Zetas à la fin des années 2000 (voir encadré), et a laissé prospérer un climat de violence et de répression inouïes, ciblant spécifiquement – mais pas exclusivement – les journalistes.



Fidel Herrera Beltrán

2008 marque ainsi un tournant majeur dans l'Histoire récente du Veracruz. Cette année-là, Los Zetas s'émancipe d'un autre cartel, El Golfo, dont il était jusqu'alors le simple bras armé. Son ambition : conquérir de nouveaux territoires. Parmi ses cibles prioritaires : le Veracruz, un État clé pour le contrôle des routes de la drogue.

Loin de s'inquiéter de l'influence grandissante du cartel dans l'État dont il a la charge, Fidel Herrera Beltrán s'affiche avec les « capos » et certains chefs locaux des narcotrafiants. De nombreux témoins – dont plusieurs anciens collaborateurs du gouverneur – évoqueront des années plus tard, sous couvert d'anonymat, des fêtes somptueuses que l'homme politique organisait en compagnie de certains Zetas, attestant des relations pour le moins étroites qu'il entretenait avec le cartel. À tel point que Fidel Herrera Beltrán a hérité de l'éloquent surnom « Z1 » (Zeta n°1).

En la matière, le Veracruz n'est pas une exception dans le pays où le crime organisé s'est implanté dans de nombreux États : dans tout le Mexique, nombreux sont les élus et fonctionnaires locaux à entretenir des relations ambiguës avec les cartels. Mais au Veracruz, Los Zetas a réussi à tisser une toile particulièrement dense, en raison, en premier lieu, de l'accueil que leur a réservé l'ancien gouverneur Herrera Beltrán. Et grâce à cette assise, Los Zetas s'est progressivement imposé comme l'un des groupes mafieux les plus redoutés du Mexique.

**En 2013**, la revue Forbes a classé Fidel Herrera Beltrán parmi les 10 personnalités les plus corrompues du Mexique. En 2015, il a été nommé consul du Mexique à Barcelone par le président Peña Nieto, une décision qui a provoqué une large levée de boucliers au Mexique et en Espagne.

Au cours des années 2009-2010, les journalistes sont régulièrement menacés mais les assassinats de professionnels de l'information restent rares. À cette période, le gouverneur Herrera Beltrán, bien que piètre gestionnaire, jouit d'une puissance sans pareil au Veracruz grâce à ses liens avec les cartels et à une distribution « généreuse » de l'argent public.

Mais lorsqu'il quitte le pouvoir en 2010, le Veracruz est devenu le troisième État le plus endetté du Mexique. Herrera Beltrán laisse son siège à l'un des membres de son équipe, Javier Duarte de Ochoa. Face aux cartels et au peu d'argent public dont il dispose, Duarte se retrouve pieds et poings liés : sans moyens financiers, impossible de contrôler Los Zetas qui a infiltré tout l'appareil étatique et se révèle particulièrement actif dans la vie politique du Veracruz.

Dans ce contexte tourmenté, la plus subtile critique, la moindre photo qui contrarie les pouvoirs occultes, donne lieu à une répression systématique. Les journalistes sont désormais en première ligne. Ils doivent quotidiennement composer avec les menaces, les intimidations, les filatures et les arrestations arbitraires, menées la plupart du temps par la police locale (policia estatal) et les services de sécurité publique – pour lesquels la liberté d'expression reste une notion inconnue et dont la sensibilité à la cause des journalistes est inexistante. Une unité officieuse, les « informantes » (informateurs à la solde des autorités), est même créée pour surveiller les reporters jugés trop critiques et inscrits sur une liste noire.

## JOURNALISTE, UNE PROFESSION EN VOIE DE DISPARITION DANS CERTAINS ÉTATS VOISINS

L'influence du crime organisé, la corruption et la violence généralisée contre la presse ne sont pas l'apanage du Veracruz. Un autre État est également particulièrement touché par ces fléaux : le Tamaulipas, à la frontière avec les États-Unis. Dans cette région où vivent quelque trois millions de personnes, la profession de journaliste a quasiment disparu. Les seuls qui continuent d'exercer ne diffusent plus aucune information qui ne soit pas fondée sur un communiqué officiel des autorités, par peur d'être menacés, agressés, tués... La situation n'est guère plus enviable dans les États du Chihuahua, du Guerrero, du Michoacán ou encore à Oaxaca.

Sur le terrain, les médias doivent faire face à un autre danger : leur instrumentalisation par les cartels. Les groupes rivaux, qui ont pris l'habitude de laisser des messages adressés au camp adverse sur les lieux de leurs crimes, comptent sur la presse pour les relayer. Gare à ceux qui décideraient de s'en affranchir...

Des exécutions de journalistes commencent à être rapportées dès les premiers mois du mandat de Duarte. Rapidement, elles se multiplient. Les premiers ciblés sont les reporters qui enquêtent sur les liens entre le crime organisé et les politiques, qui s'intéressent de trop près à l'inquiétante augmentation des disparitions, ou qui haussent la voix pour réclamer justice. Les réactions et les protestations de leurs confrères restent vaines. Elles sont davantage l'occasion, pour les forces de l'ordre, de renforcer la surveillance et d'intimider les journalistes jugés rétifs, que de mener des investigations sérieuses sur ces assassinats.

Face à l'émotion populaire, la Commission de protection des journalistes du Veracruz (CEAPP) est créée en 2012. L'organisation est censée « venir en aide et assurer l'intégrité physique des journalistes » et leur permettre de travailler plus sereinement. Malgré ces belles promesses, quatre ans après sa création, son efficacité et son autonomie sont largement mises en doute.

Les élus, eux, se fendent régulièrement de déclarations enflammées jurant leur attachement à la liberté d'expression et d'information. Le président de la République, Enrique Peña Nieto lui-même, y est allé de son laïus, affirmant publiquement son « engagement absolu envers la liberté d'expression et le droit à l'information des Mexicains ». « *La libre manifestation des idées et le droit d'être correctement informé, a-t-il ajouté, sont fondamentaux pour consolider notre démocratie et accélérer notre progrès* ». Début 2017 pourtant, l'exercice du métier de journaliste au Mexique se révèle toujours aussi périlleux.

## LE MEXIQUE SOUMIS À LA RÉGLEMENTATION DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Selon la Déclaration des principes de la liberté d'expression de l'Organisation des États américains (OEA), dont le Mexique fait partie : « *L'assassinat, le séquestre, l'intimidation, les menaces proférées contre les communicateurs sociaux ainsi que la destruction matérielle des moyens de communication, constituent des violations des droits fondamentaux de la personne et limitent gravement l'exercice du droit à la liberté d'expression. Les États ne doivent pas seulement prévenir et, le cas échéant, mener des enquêtes sur de tels faits, mais aussi punir leurs auteurs et veiller à ce que les victimes reçoivent une réparation adéquate.* »

## • MIGUEL ÁNGEL YUNES LINARES, LE BÉNÉFICE DU DOUTE

Après 88 ans d'hégémonie du PRI (Partido Revolucionario Institucional), le scrutin du 5 juin 2016 a porté au poste de gouverneur du Veracruz Miguel Ángel Yunes Linares, du PAN (Partido de Acción Nacional) en alliance avec le PRD (Partido de la Revolución Democrática). Yunes Linares, 63 ans et ex-membre du PRI, a pris officiellement ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 2016, pour un mandat exceptionnellement raccourci à deux ans (au lieu de six) afin de s'aligner sur l'élection présidentielle de 2018.

Une certaine perplexité plane d'ores et déjà quant à la probité du nouveau gouverneur. Il y a quelques mois, il a été accusé d'enrichissement illégal et de blanchiment d'argent par le syndicat d'enseignants SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'éducation) et a, en 2004, été mis en cause pour ses liens présumés avec un réseau de pédophiles... Cette dernière affaire avait d'ailleurs été révélée par la journaliste Lydia Cacho dans son livre « *Los Demonios del Edén* » (Les démons d'Eden) ce qui lui avait valu des menaces de mort anonymes et l'avait contraint à s'exiler temporairement.

Yunes Linares semble aujourd'hui vouloir se démarquer coûte que coûte de son prédécesseur. Loin du menaçant « *Soyez sages* » craché au visage des journalistes par Duarte en 2015, le nouveau gouverneur a, lors de l'un de ses tout premiers discours après son élection, promis qu'il allait « *faire en sorte de donner une nouvelle impulsion, pour que la liberté d'expression et les journalistes aient toutes les garanties prévues par la Constitution, sans aucun type d'interférence sur les lignes éditoriales* ». Puis de conclure : « *Les journalistes auront tout notre soutien, ils pourront pratiquer librement leur profession, et le Veracruz ne sera plus l'endroit le plus dangereux pour cette noble activité* ». Il a également annoncé la création d'une « Commission de la vérité » pour enquêter sur les innombrables disparitions de citoyens du Veracruz lors de ces dernières années. Des promesses porteuses d'espoir mais qui apparaissent très ambitieuses, d'autant que l'homme ne dispose que de deux ans pour faire bouger les lignes.



→ Miguel Ángel Yunes Linares, nouveau gouverneur du Veracruz depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2016

# 2

## TRAVAILLER AU VERACRUZ :

## LE QUOTIDIEN DES JOURNALISTES

**Intimidations, harcèlement, menaces de mort, enlèvements, disparitions, assassinats... Au Veracruz, les journalistes vivent la peur au ventre. Les menaces qui pèsent sur eux, mais aussi sur leurs familles viennent de partout et prennent de multiples visages : gangsters cagoulés, agents de sécurité publique, policiers en civil...**

### 1 - L'ÉTAT, PREMIÈRE MENACE CONTRE LES JOURNALISTES

Au cours des divers entretiens que RSF a menés à Xalapa, la capitale du Veracruz, une observation a rapidement émergé : le danger ne vient pas en premier lieu des cartels, mais bel et bien de l'État lui-même. L'ancien gouverneur Javier Duarte a ainsi fait régner la terreur chez les journalistes tout au long de son mandat, entre 2010 et 2016, dans un climat d'impunité tel qu'il se permettait de menacer ouvertement et publiquement la presse, sans jamais avoir à répondre de ses propos.

« *Nous n'avons jamais reçu de menaces des narcos, nous ne les connaissons pas* », témoigne ainsi Hugo Cruz Ojeda, journaliste pour le magazine *Rotativo*. « *Ce ne sont pas eux qui me font peur. La répression vient du système : la politique, le gouvernement... Ce sont eux qui envoient des agents, en uniforme ou en civil, pour me suivre dans la rue* ». L'homme, qui a vu en 2012 l'un de ses collègues assassiné, publie régulièrement des articles sur l'insécurité de la presse à Xalapa et le paye au prix fort : harcèlement et intimidations font désormais partie de son quotidien. « *Le journalisme est la profession la plus vulnérable, ici, à Xalapa* », lâche le journaliste, dans un soupir.



Hugo Cruz Ojeda

### LA GRANDE PRÉCARITÉ DES JOURNALISTES

Au niveau local, les journalistes manquent de structures et de ressources – matérielles et financières – pour exercer correctement leur profession. Ainsi, pour vivre décemment, les journalistes sont obligés de travailler pour plusieurs médias, pour lesquels ils tentent de multiplier les collaborations. Certains doivent parallèlement avoir d'autres activités salariées, hors journalisme, pour compléter leurs revenus.



→ 28 avril 2013 à Xalapa, capitale du Veracruz: commémoration des un an de l'assassinat de la journaliste Regina Martinez  
©AFP PHOTO/SERGIO HERNANDEZ VEGA

*En l'espace de six ans, entre 2010 et 2016, 17 journalistes ont été tués. Aucun de ces assassinats n'a été résolu.*

Un témoignage que corrobore l'expérience de Melina Zurita, reporter pour *Grupo Radio Centro* et correspondante de l'AFP. Le 14 septembre 2013, alors qu'elle couvre la brutale dispersion d'une manifestation de professeurs, elle et quatre de ses collègues (dont Ruben Espinosa, photoreporter assassiné le 31 juillet 2015) sont frappés, arrêtés, incarcérés et interrogés par la police locale. Leur matériel est confisqué. Ce déchaînement inouï de violence n'est, pour Melina, que le début d'un long calvaire. « *J'étais suivie et surveillée en permanence, se souvient-elle. Le but du gouvernement est de mettre les journalistes dans un état de tension permanente.* » Et, par ce biais, de les empêcher d'exercer leur profession. Melina, elle, a été contrainte de s'éloigner du Veracruz pour se reconstruire et parvenir à reprendre la plume. « *Le résultat, c'est qu'il m'a été très difficile de me stabiliser émotionnellement et de me remobiliser pour travailler* », confie-t-elle, encore visiblement affectée par ces années d'angoisse. Par ce harcèlement intensif, le pouvoir n'entendait pas seulement la faire taire, il cherchait aussi à la briser psychologiquement.



Melina Zurita

À entendre les divers témoignages de journalistes du Veracruz, ces pratiques brutales et archaïques sont monnaie courante. Mais à l'approche d'échéances électorales, elles s'intensifient et se généralisent encore un peu plus. L'ensemble des représentants de l'État au Veracruz deviennent alors des agresseurs potentiels pour la presse : maires, députés fédéraux, députés locaux, conseillers municipaux... María Elena Ferral, journaliste politique pour *Sol de Tampico* et le *Diario de Xalapa* en a fait la douloureuse expérience en avril 2016. Alors qu'elle déjeunait en famille dans un restaurant de Papantla, une ville du nord de l'État, un membre du PRI (parti du gouverneur d'alors, Javier Duarte), candidat à un poste de député local, l'a menacée de mort. La journaliste avait signé plusieurs articles consacrés au passé trouble de l'homme politique. Les plaintes qu'elle a déposées n'ont jamais connu de suites. Cette passivité de la police ne surprend guère les journalistes et les organisations de défense des droits humains tant la corruption infeste la justice et des services de l'ordre du Veracruz



Noé Zavaleta

(voir « Aux origines du cercle vicieux, l'impunité »). Démunie, Maïa a préféré cesser de couvrir les événements liés de près ou de loin à la PRI. Dès lors, « *les menaces se sont arrêtées* », constate-t-elle amèrement.

Les témoignages similaires sont légion. Tous font état de menaces, de harcèlement, d'agressions. « *En quinze ans d'expérience, je n'ai jamais vu une situation aussi complexe que pendant le mandat de Javier Duarte* », résume Noé Zavaleta, correspondant pour le magazine national *Proceso* au Veracruz, où il a succédé à Regina Martínez, brutalement assassinée en 2012. Le journaliste fait face à d'innombrables menaces proférées notamment sur les réseaux sociaux, à un intense harcèlement en ligne et à plusieurs tentatives d'intimidation. Il a publié, en juillet 2016, « *El Infierno de Javier Duarte* » (« L'Enfer de Javier Duarte »), un livre dans lequel il dénonce les multiples malversations qui ont entaché le mandat du gouverneur sortant. « *Le reporter du Veracruz fait face à trois ennemis : le gouvernement, le crime organisé et ses propres collègues* », poursuit le journaliste. « *Il existe [...] des journalistes qui travaillent pour les intérêts du gouvernement, [d'autres] qui disent 'patron' ou 'chef' au maire ou au gouverneur. Et il en existe aussi qui, même s'ils restent une minorité, sont cooptés ou achetés par les narcotrafiquants et n'ont d'autre choix que de se mettre à leur service* ». La situation devient si pernicieuse que les journalistes finissent donc par ne plus se faire confiance.

## 2 - LES CARTELS, LE RÈGNE DE LA TERREUR

Si les autorités jouent un rôle crucial dans le climat délétère qui règne contre la presse du Veracruz, les cartels ne sont pas en reste. Ils sont considérés au Veracruz comme les bras

→  
Monterrey, 15 février 2012 : arrestation de 14 membres du cartel de Los Zetas

©AFP PHOTO / Julio Cesar Aguilar





→  
16 août 2015 : manifestation de journalistes et d'activistes à Mexico, quelques jours après l'assassinat de Rubén Espinosa

© AFP PHOTO / YURI CORTEZ

armés des politiques mais prennent volontiers de sanglantes initiatives quand les journalistes s'intéressent d'un peu trop près à leurs affaires. « *Si tu affectes les intérêts du crime organisé, ils te menacent une première fois. Si tu ne t'arrêtes pas, ils viennent directement te chercher* », explique Noé Zavaleta.

Nombreux sont les journalistes à être tombés sous les balles des narcotrafiquants. C'est le sort qu'a notamment connu Victor Manuel Baéz Chino, le 13 juin 2012. Le corps du rédacteur en chef du site *reporterospoliciacos.mx*, spécialisé dans la couverture des sujets liés au crime organisé, a été retrouvé en plein centre-ville de Xalapa. L'homme avait été kidnappé peu de temps auparavant. Pour Maria (nom d'emprunt), l'une de ses collègues qui vit aujourd'hui à Mexico, ce crime est signé Los Zetas. En cette année 2012, ce cartel livre une guerre sans merci au groupe de narcotrafiquants historiquement établi dans la région, El Golfo. Les reporters « policiacos » – ceux qui suivent le crime organisé – se sont retrouvés entre deux feux. « *Sans protection particulière, sans savoir à quoi nous nous exposons, nous avons commencé à couvrir ces affrontements et à publier les messages qu'ils laissaient à côté des cadavres. Les cartels communiquaient entre eux par ces pancartes mises en évidence sur les lieux de leurs crimes. Au départ, nous ne pensions pas que cela nous mettrait en danger* », affirme Maria. Rapidement, pourtant, les groupes mafieux exigent des journalistes qu'ils publient leurs messages, sous peine d'être assassinés ou de voir des membres de leur famille tués.

Depuis, au Veracruz, le cartel Los Zetas a acquis une telle influence et a tissé des liens si étroits avec le pouvoir qu'il est parfois difficile de les dissocier – et de savoir qui, des autorités ou du crime organisé, tire les ficelles de la terreur exercée contre la presse. C'est ce dont témoigne Sandra Segura, une journaliste de la ville de Veracruz, cité portuaire dans l'est de l'État. La journaliste tient la chronique « La araña en el Palacio » (L'araignée dans le palais) dans le quotidien *Notiver*. Elle y dénonce les agissements des politiques, la corruption, les disparitions, l'insécurité...

C'est une professionnelle aguerrie, elle travaille dans ce journal depuis plus de 20 ans, et pourtant, elle n'ose pas prononcer ces trois syllabes : « Los Zetas ». Pour désigner le cartel,



→  
9 janvier 2015 : des journalistes protestent dans les rues de Xalapa à la suite de la disparition de Moises Sanchez Cerezo, qui sera retrouvé mort quelques jours plus tard

© AFP PHOTO / SERGIO HERNANDEZ

elle trace un « Z » avec le doigt, discrètement, sous la table. Car depuis 2013, Sandra vit dans la peur. Celle d'être surveillée, ou – pire – d'être kidnappée, torturée, assassinée... À cette époque, la journaliste publie dans *Notiver* plusieurs informations concernant une affaire de corruption impliquant l'ancien gouverneur du Veracruz, Fidel Herrera Beltran, mais également – et surtout – Francisco Colorado Cessa, chargé du blanchiment d'argent pour le compte du cartel de Los Zetas.

Deux jours plus tard, la journaliste reçoit trois coups de téléphone anonymes l'enjoignant à cesser ses critiques contre le gouvernement et le ministère de la Justice. Les individus raccrochent sur des menaces de mort contre elle et son mari. La journaliste s'interroge ; Los Zetas se trouve-t-il derrière ces appels ? Le groupe est-il le porte flingue du gouverneur ou agissent-ils pour leur propre compte ? Sandra Segura ne le saura jamais. Elle porte plainte mais l'enquête n'aboutit pas : impossible de tracer les appels, aux dires de la police. En avril 2016, après de nouvelles menaces, la journaliste porte de nouveau plainte et découvre que la première qu'elle avait déposée trois ans plus tôt a purement et simplement disparu. « *Cela m'attriste de voir que la justice peut agir ainsi, en toute impunité. Ces fonctionnaires pensent que la vie des gens leur appartient* », conclut la journaliste.

### 3 - L'ISOLEMENT, TOMBEAU DES JOURNALISTES DU VERACRUZ

Dans ce contexte, pris en étau entre un État oppresseur, des trafiquants de drogue ultra-violents, et un système judiciaire inefficace et corrompu, les journalistes locaux ne peuvent compter sur personne. Terrorisés et démunis, leur choix se limite trop souvent à l'exil ou au silence.

« *Je suis souvent contraint de m'autocensurer pour des raisons de sécurité. Je dois protéger ma famille*, témoigne Hugo Cruz Ojeda, journaliste pour *Revista Rotativa*. *Mais je n'ai jamais songé à quitter le Veracruz. L'insécurité persiste, mais la peur s'estompe peu à peu* ». Et c'est parfois à ce moment-là que le danger est le plus grand.

C'est la raison pour laquelle de nombreux autres journalistes quittent le Veracruz. Seuls, accablés par la culpabilité de faire payer à leurs proches leur engagement, certains sont contraints de partir loin de leur famille, de leur domicile, de leur vie. Maria (nom d'emprunt), reporter pour *reporterospoliciacos.mx*, a été contrainte de fuir en 2012 après l'assassinat de son rédacteur en chef, face aux menaces de plus en plus pressantes dont elle, mais aussi sa mère, étaient l'objet. Avec le soutien d'ONGs, la journaliste s'est cachée plusieurs mois dans un refuge. Aujourd'hui, quatre ans après son départ, elle n'est toujours pas retournée au Veracruz : elle vit désormais dans la ville de Mexico où elle tente de se reconstruire. Malgré des séquelles psychologiques profondes, Maria entend de nouveau exercer son métier.

→  
8 octobre 2012 :  
arrestation de membres  
du cartel de Los Zetas  
à Mexico

© AFP PHOTO / ALFREDO  
ESTRELLA



Pas évident dans une ville où, hormis les réseaux de soutien à la profession, elle ne connaît personne. Mais, conclue-t-elle, « *arrêter de faire du journalisme serait donner raison aux cartels, ce serait une victoire pour eux* ».

Cette solitude, Sandra Segura, la chroniqueuse judiciaire de *Notiver*, dans la ville de Veracruz, l'a elle aussi ressentie jusqu'au plus profond de son âme. Lorsque les cartels commencent à s'en prendre à elle, le directeur de son journal préfère l'écartier temporairement des sujets politiques et contacte la sécurité publique d'État. La journaliste accepte d'être en permanence escortée par deux agents... qu'elle doit loger et nourrir. Au bout d'un mois, faute d'argent et de place dans son appartement, elle renonce à sa protection. Seule, elle ne peut confier son désarroi qu'à quelques collègues et amis proches. La plupart de ses confrères locaux, loin de lui prêter une oreille réconfortante, restent indifférents au cauchemar qu'est devenue sa vie. Pire, plusieurs d'entre eux vont jusqu'à insinuer qu'elle a cherché les ennuis qui l'accablent. « *Contrairement à Xalapa, il n'y a pas, à Veracruz, de collectifs de journalistes pour organiser la solidarité* », regrette-elle. Aujourd'hui, elle travaille de nouveau, mais l'angoisse ne l'a jamais plus quittée. L'autocensure peut sauver des vies, conclut-elle comme un aveu d'impuissance.

Dans la capitale du Veracruz, Xalapa, de nombreux reporters, journalistes indépendants et correspondants de la presse nationale ont créé des plateformes d'échanges et des groupes de soutien. Livrés à eux-mêmes, délaissés par l'État, ils tentent ainsi d'organiser la solidarité, au travers de systèmes d'alerte, via des applications comme WhatsApp ou Telegram, ou dans des collectifs de défense de la liberté d'expression, comme Voz Alterna, mené par la militante et journaliste Norma Trujillo. Certaines pages, sur les réseaux sociaux, donnent aussi une tribune aux professionnels en danger. Ces lieux d'échanges sont primordiaux pour ne pas laisser la censure, et surtout l'autocensure, gagner du terrain. « *Chaque fois qu'un de nos collègues est tué, nous devons nous organiser pour faire revivre l'information, car le gouvernement fait tout pour la rendre opaque* », déplore Mélina Zurita, reporter pour *Grupo Radio Centro* et correspondante de l'AFP.

Face au désarroi de la profession et après un énième meurtre, l'État a créé, le 18 décembre 2012, le CEAPP, un mécanisme de protection des journalistes du Veracruz. L'organisme n'a pas tenu ses promesses : quatre ans après sa création, faute de moyens financiers, incapable de répondre à la déferlante de demandes, et trop proche du pouvoir, il ne suscite qu'une maigre confiance chez les journalistes. « *Je n'ai pas voulu de protection officielle. Je me suis rendu compte que la CEAPP ne fonctionnait pas, et je ne voulais pas lui donner l'occasion de me surveiller* », confie Benito Juárez Ramírez, correspondant pour *Al Calor Político* et éditeur du site *Proyecto13.com*. Le journaliste se trouve dans le collimateur des chupaductos, des groupes armés spécialisés dans le pillage d'oléoducs « *Je ne me fie pas à ce genre de commission. C'est comme être à la merci du gouvernement, poursuit-il. J'ai préféré embaucher un agent de sécurité privé, un homme armé qui m'accompagne, en qui j'ai confiance* ».

#### 4 - L'IMPUNITÉ, NAUFRAGE DU SYSTÈME JUDICIAIRE

Ces témoignages en disent long sur le degré de corruption de la police et sur l'impunité qui règne au Veracruz, mais aussi plus largement au Mexique, au sujet des crimes commis contre les journalistes. Selon les chiffres de la CNDH, depuis l'année 2000, 90 %\* des cas d'attaques contre les médias, d'assassinats et de disparitions forcées de journalistes sont restés impunis dans tout le pays. Seuls 10 % des enquêtes ont abouti à des condamnations.

\*Taux d'impunité des  
assassinats de journalistes :

**90 %**

Taux d'impunité des  
disparitions de journalistes :

**100 %**

Taux d'impunité des attaques  
contre des médias :

**100 %**



Rubén Espinosa Becerril

Ces chiffres alarmants illustrent la défiance et la déconsidération des autorités à l'égard des journalistes. Au Veracruz, les statistiques sont à ce titre extrêmement éloquentes : le taux d'impunité approche les 100 %. Pour les 17 assassinats de journalistes recensés pendant le mandat de Javier Duarte, la justice n'a encore prononcé aucune condamnation. À la suite du meurtre de Regina Martínez, correspondante de l'hebdomadaire *Proceso* au Veracruz, le 28 avril 2012, un coupable présumé, surnommé El Silva avait été arrêté puis condamné à 38 ans de prison. Mais quelques mois plus tard, le 8 août 2013, la sentence a été révoquée : la procureure de l'État a estimé que les preuves accablant le suspect ne reposaient que sur des aveux ayant pu être obtenus sous la torture...

Le cas El Silva n'est qu'un exemple parmi d'autres : quand des enquêtes sont menées, elles sont régulièrement entachées d'irrégularités, comme en témoigne l'affaire Rubén Espinosa. L'histoire de ce jeune journaliste, assassiné en juillet 2015, soulève de nombreuses interrogations sur l'impartialité et le travail de la justice mexicaine.

Le corps de Rubén Espinosa Becerril, photoreporter indépendant reconnu et défenseur de la liberté d'expression, a été retrouvé, le 31 juillet 2015, dans un appartement de Mexico, aux côtés de ceux de quatre femmes. Le jeune homme avait été torturé, mutilé, une balle logée dans sa tête. Les quatre femmes avaient subi des tortures mais aussi des sévices sexuels.

Rubén avait entamé sa carrière en 2009 comme photographe de la campagne électorale de Javier Duarte de Ochoa, puis pour la mairie de Xapala. Il s'était rapidement éloigné des sphères officielles pour s'établir comme photoreporter indépendant. L'année 2012, celle de l'assassinat de Regina Martínez, a marqué un tournant dans son engagement pour la liberté de la presse. Il s'est alors spécialisé dans la couverture des mouvements sociaux... et a commencé à subir une avalanche de menaces et d'intimidations.

Faisant fi de l'insécurité croissante, il a poursuivi son travail avec ardeur, collaborant régulièrement avec le magazine *Proceso*, l'agence *Cuartoscuro* et le site d'informations *AVC*

→ Mexico, 16 août 2015 : des manifestants demandent justice suite à l'assassinat de Rubén Espinosa

© AFP PHOTO/ Yuri CORTEZ



*Noticias*. Il s'est parallèlement engagé dans des mouvements locaux de défense des journalistes, comme le collectif Voz Alterna. Son militantisme a rapidement fait de lui l'un des visages de l'opposition populaire. L'homme, loin de se taire face aux pressions, n'a pas hésité à faire entendre sa voix, allant même jusqu'à accuser publiquement le gouverneur de commanditer les diverses attaques contre la presse et contre lui-même.

Surveillé, cible d'intimidations, victime de menaces, le jeune photographe de 31 ans avait fui Xalapa en juin 2015 – pensant trouver un tant soit peu de sécurité dans la capitale du pays. L'une de ses amies, la militante des droits humains Nadia Vera, dont le corps gisait à côté du sien, avait également dû fuir la région.

L'horreur du crime a provoqué une onde de choc à travers le pays. Face à l'ire de la population, une enquête a rapidement été ouverte. Dès la fin du mois de septembre 2015, trois individus confondus par des caméras de surveillance ont été identifiés et arrêtés, puis placés en détention dans l'attente d'un jugement. Mais depuis, l'enquête piétine. Plus d'un an après les faits, d'innombrables zones d'ombre subsistent, déplore Leopoldo Maldonado, l'avocat de la famille de Rubén que RSF a rencontré à Mexico. Le parquet considère les trois suspects comme les responsables du quintuple homicide et semble peu enclin à pousser les investigations plus avant. Pourtant, selon Leopoldo Maldonado, « *tout porte à croire qu'il s'agit (...) d'une exécution, ce qui signifie donc qu'il y a des commanditaires derrière ces actes* ».

La pression publique a beau s'intensifier, et les avocats des victimes multiplier les recours pour que toutes les pistes soient explorées, en vain. Pour l'heure, rien n'indique que les enquêteurs orientent leurs investigations vers une piste professionnelle, liant le crime aux activités militantes de Rubén Espinosa et/ou de Nadia Vera. Au contraire. Selon plusieurs informations qui ont opportunément fuité dans la presse : la piste crapuleuse est privilégiée. Sur la foi de « sources proches de l'enquête » Rubén a largement été décrit comme un toxicomane sous l'emprise de stupéfiants au moment de son assassinat. L'objectif : « *Stigmatiser et criminaliser les victimes pour, d'une certaine manière, justifier le crime* », estime Leopoldo Maldonado. Mais les témoignages contradictoires et les incohérences, justifiant une enquête plus approfondie sont, eux, passés sous silence. Force est de constater que plus d'un an et demi après sa mort, beaucoup de questions restent sans réponse.

Être journaliste indépendant au Veracruz est avant tout un acte de résistance, un pied de nez permanent à l'oppression protéiforme de l'État et des cartels. Le courage et l'abnégation des professionnels ne parviennent pas à masquer une tendance préoccupante : les journalistes sont en voie de disparition au Veracruz. Si aucune action politique et judiciaire majeure, forte et déterminante n'est entamée rapidement, cet État viendra rejoindre la liste des zones noires de l'information, où plus aucun média indépendant ne peut exercer sa mission.



# 3

## DANS L'ENFER

## DES FAMILLES DE VICTIMES

**Au Veracruz, chaque journaliste qui tombe sous les balles est une perte incommensurable pour la profession. Mais pour les familles, leur mort n'est à chaque fois que le début d'un interminable calvaire.**

Elles attendent parfois des années que la justice condamne les auteurs et les commanditaires de ces assassinats. Souvent en vain, car en plus du mutisme des instances judiciaires et de l'apathie de la police, les fonctionnaires locaux ne manquent pas d'imagination pour étouffer les affaires et brouiller les pistes... En outre, demander justice au Veracruz est un exercice particulièrement dangereux. Aracely, dont le frère, la belle-sœur et le neveu ont été sauvagement assassinés, l'a découvert à ses dépens. À RSF, elle a raconté pour la première fois son enfer.

### 1- GARDER LE SILENCE : L'AFFAIRE MILO VELA

Le frère d'Aracely, Miguel Ángel López Velasco, journaliste et éditorialiste pour le journal *Notiver*, a été assassiné avec sa femme et son fils le 20 juin 2011 dans la ville de Veracruz. Connu sous le pseudonyme de Milo Vela, il était réputé pour sa liberté de ton et son franc-parler. Il écrivait dans la rubrique policière du quotidien, et venait de publier un livre sur le narcotrafic intitulé « *Todos estan adentro* » (Ils sont tous mouillés).

Aracely, agent de sécurité publique à l'époque, pointe très tôt de nombreuses irrégularités dans l'enquête sur ces crimes. Aucun cordon de sécurité n'a par exemple été déployé autour de la maison. Les témoignages des voisins se sont révélés peu plausibles : tous auraient déclarés n'avoir rien entendu. « *Comment est-ce possible, alors qu'il y a eu des rafales de tirs ?* », s'interroge-t-elle. *Quelques jours après le massacre, je suis retournée faire du ménage dans la maison, il y avait encore au sol des douilles de différents calibres – 39 et 9 mm –, et des morceaux de dents* ». Aracely, en présence de sa mère, marque une pause dans son effroyable récit.

« *L'idée selon laquelle certains membres de la police étaient impliqués dans ce crime ne m'a jamais quittée* », poursuit-elle, également convaincue du rôle du gouvernement Duarte dans ces assassinats. Elle n'a jamais fait part de ses soupçons aux enquêteurs. « *Tu as pris la bonne décision, car si tu avais parlé, c'est sûr, ils t'auraient tuée aussi* », lui a dit un ancien responsable de la police auquel elle s'est confiée lors d'une veillée en hommage à son frère. « *Nous n'avons pas eu d'autre choix que de rester silencieux. Et ça, croyez moi, ça fait très mal. Mais que pouvons-nous faire ?* », se désole-t-elle.

Dans ce drame, Aracely s'est retrouvée seule, démunie, avec, tournant en boucle dans sa tête, des légions de questions sans réponses. Elle n'a été auditionnée qu'une seule fois par le bureau du procureur général de la République (PGR). Après ce rendez-vous, rien ne s'est passé, l'enquête n'a pas avancé. Cinq ans après les faits, aucun suspect n'est recherché, personne n'a jamais été arrêté.

Aracely oscille aujourd'hui entre peur et incompréhension : « *Je savais que Milo courait un risque en raison de ses écrits. Mais pourquoi avoir tué sa femme et son fils ?* », ressasse-t-elle, ruminant son impuissance. Impossible, en raison des dangers qu'elle encourt, d'exiger réparation.

La CEAPP (le mécanisme local de protection des journalistes du Veracruz), créée juste après le drame, n'est jamais entrée en contact avec la famille de Milo Vela. Mais pendant deux ans, grâce à l'aide de Balbina Flores, correspondante de RSF au Mexique, elle a pu bénéficier du Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes : rondes policières, caméras de surveillance, renforcement des serrures de la maison, bouton de panique... Des mesures aujourd'hui levées.

Pour survivre et préserver sa famille, Aracely a dû se cloîtrer dans le silence. Un silence qui la ronge depuis plus de cinq ans. À l'instar d'autres familles de victimes, elle place de grands espoirs dans le nouveau gouvernement du Veracruz. Elle espère par-dessus tout la nomination d'un nouveau procureur pour pouvoir demander la réouverture de l'enquête. Et, enfin, obtenir des réponses.

→  
3 août 2015 : des journalistes  
déposent leur appareil photo près  
de la tombe de Rubén Espinosa,  
le jour de ses funérailles à Mexico

© AFP PHOTO / ALFREDO ESTRELLA



## 2 - CÔTOYER LES MEURTRIERS : L'AFFAIRE GREGORIO JIMÉNEZ DE LA CRUZ

Dans les villes les plus pauvres du Veracruz, les familles doivent, en plus de la corruption généralisée, composer avec l'extrême brutalité des cartels, qui terrorisent la population. Faute d'argent et d'accompagnement, elles renoncent souvent à mener tout combat pour obtenir justice, et se retrouvent parfois contraintes de côtoyer les gangs responsables des meurtres de leurs proches. Un supplice que vit quotidiennement Carmen Hernández, veuve du journaliste Gregorio Jiménez de la Cruz.

Le 5 février 2014, à Villa Allende (banlieue de la ville de Coatzacoalcos, dans le sud du Veracruz), Gregorio Jiménez de la Cruz, journaliste pour les journaux *Notisur*, *Liberal del sur* et *En la Red*, pour lesquels il couvre les sections policières et criminelles, est kidnappé par trois hommes cagoulés. Six jours plus tard, son corps est retrouvé, décapité, dans une fosse clandestine, aux côtés de deux autres cadavres près de Las Choapas, à quelques kilomètres de Coatzacoalcos.

L'enquête qui suit le drame est menée par le parquet du Veracruz et le bureau du procureur général de la République (PGR). Rapidement, cinq individus, soupçonnés d'être les exécutants, sont arrêtés et mis sous les verrous. Teresa, une voisine que Carmen suspecte d'être liée aux Zetas, est considérée comme l'auteur intellectuel du meurtre. Elle est à son tour incarcérée. Les premières conclusions de l'enquête ont révélé que les suspects étaient liés au cartel de Los Zetas. Or, les derniers articles de Gregorio écrits pour le Journal Notisur, son dernier employeur, traitaient de faits liés à ce groupe criminel. Mais plus de deux ans après le drame, et malgré cette relation évidente entre le travail de Gregorio et sa mort, l'enquête n'a toujours pas abouti à un procès équitable et aucune sanction n'a été prononcée par la justice. Carmen et ses enfants, pendant les quelques semaines qui ont suivi le crime, ont été mis à l'abri à Xalapa, la capitale de l'État, par la CEAPP (Mécanisme de protection des journalistes du Veracruz). Mais aujourd'hui, Carmen est revenue vivre à Coatzacoalcos, où elle est en permanence protégée par deux gardes du corps.

Pour Carmen, c'est un véritable supplice : « *Je vis dans la peur. L'un de mes fils est en traitement psychiatrique, il avait 14 ans lorsque c'est arrivé [...] Je demande simplement que justice soit faite. Lorsque la sentence sera connue, je quitterai cet endroit* », assure-t-elle. Selon la PGR, trois autres individus liés à l'exécution de Gregorio sont encore en fuite et représentent potentiellement une menace pour Carmen et sa famille. La FEADLE (parquet spécial pour la surveillance des délits commis contre la liberté d'expression) a beau le savoir, elle n'a pas contacté Carmen depuis plus d'un an.

Pour l'heure, elle tente de se reconstruire, difficilement. L'un des fils que Gregorio avait eu d'une première union est tombé entre les griffes des Zeta et vit lui dans le même quartier. Régulièrement, il menace Carmen, ses enfants et son propre frère, de leur faire subir le même sort que son Gregorio, son père.



# 4

## DES DISPOSITIFS DE PROTECTION NOMBREUX MAIS INEFFICACES

23

Paradoxalement, le Mexique dispose d'un arsenal de mécanismes et de législations pour protéger les journalistes parmi les plus solides et développés du continent. Les chiffres cités dans ce rapport témoignent malheureusement de l'inefficacité criante de ces dispositifs et de l'échec des autorités à endiguer la violence contre les journalistes.

### 1. AU NIVEAU NATIONAL

Quatre institutions sont chargées, à des niveaux différents, de garantir la sécurité des journalistes :



- **LA FEADLE** : parquet spécial pour la surveillance des délits commis contre la liberté d'expression (Fiscalía Especial para la Atención de Delitos cometidos en contra de la Libertad de Expresión, en espagnol).

Créée en 2006 et initialement baptisée FEDP (Fiscalía para la Atención de Delitos cometidos contra Periodistas), la FEADLE dépend du Bureau du procureur général de la République (PGR). Par manque de personnel et de ressources financières et de volonté politique, elle ne parvient pas à traiter efficacement et rapidement les plaintes qui lui parviennent. Lorsque les dossiers sont enfin constitués et arrivent au tribunal, ils sont trop souvent rejetés par le juge, au prétexte de failles juridiques, notamment.

Il existe également un conflit permanent entre le niveau local (les États) et fédéral (voir ci-dessous). La majorité des délits commis contre les journalistes, pour lesquels il est également possible d'être poursuivi au niveau fédéral, sont traités directement au niveau local, et comme ils sont la plupart du temps perpétrés par des agents de l'État, les cas d'impunité sont légion. Les innombrables cas de complicité entre police et justice, particulièrement visibles au niveau local, alimentent le cercle vicieux de l'impunité : ainsi, les enquêteurs sont directement liés aux agents de police - principaux agresseurs des journalistes - et proches du pouvoir politique, lui-même proche du pouvoir judiciaire...

« *Au Mexique, l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport à l'exécutif et le législatif n'existe que sur le papier* », confie Víctor Ruiz Arrazola, journaliste et membre du conseil consultatif du Mécanisme fédéral de protection des journalistes.

Avant même de voir les prérogatives de la FEADLE élargies et intégrées dans la Constitution du Mexique, dès le 8 octobre 2013, les organisations civiles de défense des journalistes insistaient pour que les enquêtes soient réalisées au niveau fédéral et que le pouvoir judiciaire de la fédération soit le seul à décider en la matière, afin de garantir une plus grande neutralité dans le traitement des cas. Cette requête n'a toujours pas été entendue, ni intégrée dans l'agenda des discussions du Congrès de l'Union (équivalent du Parlement).



→  
Siège de la Segob à Mexico  
© D.R./ GRANDES CASAS DE MÉXICO



→  
Luis Raúl González Pérez, président de la CNDH  
© D.R./ EL SOL DE MEXICO

## • LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (CNDH), À TRAVERS :

- **Le programme des infractions contre les journalistes et les défenseurs civils des droits de l'Homme (*Programa de Agravios a Periodistas y Defensores Civiles de Derechos Humanos*)**
- **L'Alerte Numéro 6**

Fondée en 1992, la CNDH est un organe gouvernemental qui dispose d'une autonomie juridique, organisationnelle et financière. Elle est dirigée et administrée par un président et un Conseil consultatif de 10 membres, tous nommés par le Sénat du Mexique.

Via son programme spécial sur les infractions contre les journalistes et les défenseurs des droits de l'Homme, la CNDH réceptionne les plaintes de journalistes en danger. Lorsque les agressions sont commises par des fonctionnaires, elle peut émettre des recommandations, qui n'ont cependant pas de caractère contraignant.

En fonction des plaintes qu'elle reçoit, elle décide ou non de donner suite, sur la base de plusieurs critères, comme la réactivité et la disponibilité du plaignant, ou encore le constat d'une véritable violation des droits de l'Homme. Autant d'éléments vagues...

L'Alerte numéro 6 est un programme d'urgence créée à l'intérieur de la CNDH, qui émet des avis publics lorsqu'un journaliste est en danger ou victime d'agressions. Le programme dispose de 16 antennes sur le terrain, et communique avec les commissions locales des droits de l'Homme. Ses membres entrent en contact avec la victime, sa famille et ses proches, puis avec les autorités (locales, municipales, fédérales) les plus à même de connaître le contexte et d'intervenir pour proposer une solution au journaliste.

A noter qu'au Mexique, les États peuvent se doter de leur propre Commission locale des droits de l'Homme, indépendantes de la CNDH qui pourront également traiter de la question de la sécurité des journalistes. Ces antennes locales disposent d'une autonomie de gestion, de budget, de leur entité juridique et de leur propre patrimoine.

## • LE MÉCANISME FÉDÉRAL DE PROTECTION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ET DES JOURNALISTES

(Mecanismo Federal de Protección a Personas Defensoras de Derechos Humanos y Periodistas), est rattaché au ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación / Segob, en espagnol)

Le Mécanisme national a été créé en 2012 à la suite de la hausse des cas d'agression de journalistes à travers le pays. L'idée de base était de créer un organe souple, rapide et fiable pour octroyer des mesures préventives de protection à des journalistes en danger, sans qu'ils n'aient l'obligation de formaliser une demande officielle devant l'administration publique.

Il est composé de trois unités : une pour la réception des cas et « réaction rapide », une pour évaluer les risques et une unité de surveillance et d'analyse. Ces unités peuvent recevoir des demandes de protection, conduire des analyses de risque, et le cas échéant décider de la mise en place de mesures de protection (rondes de police, boutons de panique, installation de caméras de surveillance, etc.)

Le mécanisme national est administré par un comité spécial de représentants, appelé *Junta del Gobierno*, qui regroupe quatre membres du conseil consultatif du Mécanisme (deux journalistes et deux défenseurs des droits de l'Homme) et un représentant expert pour chacune des entités suivantes : la FEADLE, la Segob (ministère de l'Intérieur), la Commission nationale de sécurité (Comisión Nacional de Seguridad), du ministère des Affaires étrangères (Secretaría de Relaciones Exteriores) et la CNDH.

Malgré cette diversité des représentations, le Mécanisme n'a toujours pas fait ses preuves et souffre, quatre ans après sa création, d'un manque de confiance de la part des journalistes. Les solutions apportées aux victimes sont soit trop tardives soit inadaptées aux besoins. La rotation fréquente du personnel du Mécanisme, quel que soit le niveau hiérarchique, complique encore plus la prise en charge des victimes.

Bien que chacun des membres de la *Junta del Gobierno* ait son mot à dire, la collégialité n'est pas de mise et le dialogue entre les institutions n'est pas satisfaisant, si bien que les décisions sont souvent prises sans réelles connaissances du contexte, au détriment des plaignants.

Depuis 2014, l'ONG de défense des droits humains *Freedom House* a signé un accord avec la Segob pour former le personnel du mécanisme sur l'analyse de risques, ce qui a permis de modifier la méthodologie et les systèmes de travail, et d'optimiser le temps et les ressources humaines.

En dépit de son existence légale, le Mécanisme manque encore en 2017 de réactivité et de souplesse pour répondre efficacement aux plaintes qui lui parviennent.

#### • LA COMMISSION EXÉCUTIVE D'ATTENTION AUX VICTIMES

(Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas / CEAV en espagnol)

La CEAV est un organisme autonome chargé de porter secours aux individus dont les droits élémentaires ont été bafoués (toutes professions confondues), créée à l'initiative d'organisations de la société civile. La CEAV est concentrée sur l'assistance et la réparation financière des préjudices subis par les victimes. Jusqu'ici, trop peu de journalistes ont bénéficié de son soutien.

Le 3 janvier 2017, un décret prévoyant de réformer la CEAV pour en améliorer l'efficacité a été publié dans le Journal Officiel de la Fédération (DOF).

**De façon générale, ces entités fédérales ne communiquent pas assez entre elles et sont régies par leurs propres lois et règles de fonctionnement interne. Il n'existe pas de processus, dans l'administration publique, permettant de les faire dialoguer.** Ainsi, le Mécanisme fédéral, la Feadle et la CNDH ne sont unies que via la *Junta del Gobierno*, qui ne traite que de cas spécifiques.

#### IMPOSSIBLE DE BÉNÉFICIER D'UN MÉCANISME LOCAL ET NATIONAL EN MÊME TEMPS

Une spécificité à prendre en compte pour les journalistes dans le besoin : la loi instituant le Mécanisme fédéral de protection prévoit, dans ses critères d'admission, le fait de ne pas être bénéficiaire d'un autre dispositif local d'accompagnement. Le cas échéant, les journalistes doivent renoncer à la protection locale pour bénéficier de l'aide nationale...

L'objectif est de ne pas créer de doublons et de ne pas sur-utiliser les ressources publiques, tout en évitant les conflits entre les différentes juridictions.

Au Mexique, les États conservent un fort degré d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central.

## 2. AU NIVEAU LOCAL

En 2016, plusieurs États du Mexique - Baja California, Campeche, Colima, Chihuahua, Hidalgo, Morelos, Veracruz, San Luis Potosí, Quintana Roo et Ciudad de México - disposent d'une législation prévoyant un Mécanisme local de protection des journalistes. Toutefois, dans les faits, et de façon encore trop limitée, seuls les mécanismes du Veracruz, de Morelos et de la Ciudad de México fonctionnent.

### • DANS L'ÉTAT DE VERACRUZ

Le 3 décembre 2012, la loi instituant la Commission du Veracruz pour l'attention et la protection des journalistes (Comisión Estatal para la Atención y Protección de los Periodistas / CEAPP en espagnol) était promulguée.

La CEAPP bénéficie d'une autonomie technique, budgétaire et de gestion, et est chargée de « *venir en aide et d'assurer l'intégrité physique des journalistes, ainsi que de promouvoir les conditions pour un libre exercice du journalisme, en plein respect du droit à l'information et de la liberté d'expression.* »

La CEAPP s'engage à :

- **octroyer des mesures de protection** adaptées pour faire face à des menaces ou des risques imminents rencontrés par les journalistes dans l'exercice de leur travail.
- **solliciter les autorités compétentes** pour la mise en place de ces mesures.
- **dénoncer les fonctionnaires publics** qui ne respecteraient pas les lois en vigueur

Elle est dirigée par un secrétaire exécutif et huit commissaires, élus par le Congrès local après suggestions du gouverneur.

Là encore, après plus de quatre ans d'existence, la CEAPP n'a pas réussi à gagner la confiance des journalistes qui, pour la majorité d'entre eux, considèrent qu'elle reste trop liée aux pouvoirs politiques, et manque d'autonomie par rapport au gouverneur et ses équipes.

Le jeudi 22 décembre 2016, la CEAPP a changé de direction. La nouvelle présidente Ana Laura Pérez Mendoza et le nouveau secrétaire exécutif Jorge Morales, tous deux journalistes engagés dans la défense de la liberté d'expression au Veracruz, ont manifesté leur volonté de réformer l'institution au bénéfice de la profession, et de rétablir la confiance des journalistes.



Siège de la CEAPP, Xalapa- Veracruz

© D.R./ LIBERTAD BAJO PALABRA

- **DANS L'ÉTAT DE MORELOS**

**Le Mécanisme de protection de Morelos** a été créé en 2012, fruit de la signature d'une convention inter-institutionnelle regroupant des associations de journalistes et des membres du gouvernement local. Il est dirigé par un Conseil consultatif composé par des représentants locaux du pouvoir exécutif (forces de l'ordre) et du pouvoir judiciaire.

Plusieurs associations de journalistes ont participé à sa création, mais face au manque de volonté de la part des politiques locaux et surtout faute de moyens, ils ont décidé de se retirer à la fin de l'année 2015. Le mécanisme est encore jugé très inefficace et ne reçoit que très peu de plaintes de journalistes.

- **DANS LE DISTRICT DE MEXICO**

Le district fédéral de Mexico a promulgué le 10 août 2015 une loi de protection pour les défenseurs des droits de l'Homme et pour les journalistes. Elle prévoyait, entre autres, de reconnaître le travail de promotion et de défense du journalisme et des droits de l'Homme comme des activités d'intérêt public, de garantir l'intégrité physique, psychologique, morale et économique des journalistes lorsqu'ils sont en danger, et d'assurer les mêmes droits et protection à leurs familles et leurs collaborateurs. Un an et demi plus tard, la loi est loin d'avoir rempli ses objectifs, et le mécanisme n'est toujours pas opérationnel : son budget, son règlement interne, la description de ses champs d'action et la composition de son Conseil consultatif n'ont toujours pas été rendus publics. LA CNDH a par ailleurs déposé un recours en constitutionnalité devant la Cour Suprême du Mexique (*Suprema Corte de Justicia de la Nación*), dénonçant le caractère discriminatoire de la loi du 10 août 2015 qui prévoit de ne protéger que les journalistes expérimentés et titulaires d'une carte de presse.



# 5 RECOMMANDATIONS DE RSF

Conformément à la Constitution des États-Unis mexicains et aux engagements internationaux du Mexique, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

## 1. REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :

### aux autorités et instances nationales mexicaines, de :

- faire respecter l'État de droit sur l'ensemble du territoire et d'intensifier sa lutte contre la corruption et le crime organisé.
- assurer le respect des libertés fondamentales dont le respect de la liberté de la presse et l'accès du public à l'information.
- mieux articuler les mécanismes de protection des journalistes, et d'intensifier la lutte contre l'impunité et les exactions commises contre les journalistes y compris par les cartels et par les représentants de l'État fédéral et des gouvernements locaux.
- mettre en place systématiquement des mesures de protection pour les journalistes menacés et leurs proches.
- accroître les ressources financières et humaines de la FEADLE, du Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes et de la CEAV

### à la FEADLE (parquet spécial pour la surveillance des délits commis contre la liberté d'expression), de :

- communiquer publiquement sur le suivi des cas, en incluant un maximum de détails sur les types d'agressions constatées, le profil des victimes, etc.
- informer réellement sur le nombre d'enquêtes traitées, y compris sur le nombre d'enquêtes ayant abouti à des arrestations ou à la poursuites des responsables par les tribunaux nationaux et locaux concernés.
- recruter du personnel qualifié et formé sur la thématique de la liberté d'expression, et des experts en psychologie notamment pour assurer les contacts directs avec les victimes.
- installer des antennes locales de la FEADLE dans les États les plus dangereux pour la profession. Ces délégations devront travailler en lien avec les services des ministères publics locaux spécialisés sur les questions de liberté d'expression.
- lorsqu'il y a présomption de participation des autorités publiques locales dans la commission des exactions contre les journalistes: de ne plus se contenter de simplement collaborer aux enquêtes, mais de s'en saisir systématiquement et de mener les investigations.
- garantir la bonne réparation des dommages subis par les victimes.
- s'assurer, dans le cas de disparitions forcées, que le travail d'investigation est bien assuré et que les familles sont correctement informées des avancées des recherches.

**au Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes, de :**

- mettre en place de manière rapide et systématique des mesures de protection pour les journalistes menacés et en danger.
- informer avec plus d'anticipation les bénéficiaires du mécanisme sur les actions prévues, pour leur laisser le temps de faire leurs observations et de fournir les informations nécessaires pour l'analyse des cas et de mettre en place des actions de prévention dédiées aux journalistes.
- éviter les rotations de personnel, tant au niveau des cadres et de la direction du mécanisme que du personnel exécutif, notamment ceux en charge de réaliser les analyses de risque.
- améliorer et de fluidifier la communication entre les représentants du gouvernement fédéral et les membres du conseil consultatif et les bénéficiaires du mécanisme, en favorisant la collégialité des décisions, sans jamais perdre de vue l'intérêt premier des victimes.

**à la Commission exécutive d'attention aux victimes (CEAV), de :**

- créer, à l'intérieur de sa structure, un service spécial dédié aux journalistes victimes d'agressions dans le cadre de leur travail.
- répondre efficacement aux besoins des familles des journalistes disparus ou assassinés, conformément à ce que prévoit la loi à l'origine de la création de la Commission

**à la CNDH (Commission nationale des droits de l'homme), de :**

- être plus transparente sur ses actions et de fournir plus de données publiques sur ses activités.
- traiter plus rapidement les cas les plus graves, et s'occuper de ceux que les commissions locales n'ont pas pris en compte/traité.
- améliorer la mise en oeuvre des mesures préventives de protection pour les familles de victimes ainsi que lors des manifestations publiques de soutien aux journalistes menacés ou assassinés.
- construire un plan de réparation des dommages, en commun accord avec les victimes et leurs représentants, et d'assurer un suivi des recommandations, et en communiquant publiquement lorsque des autorités locales empêchent leur mise en place.

## **2. DANS L'ÉTAT DU VERACRUZ, REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE :**

### **au nouveau gouverneur et à ses équipes, de :**

- mettre en place une politique claire, efficace et transparente pour garantir la sécurité des journalistes et le libre exercice de la profession dans l'État, à travers des objectifs précis et en renforçant les instances chargées de garantir cette liberté d'expression.
- établir des mesures rapides pour mettre fin de manière urgente à l'impunité des crimes commis contre les journalistes, en veillant à l'application des sanctions prévues par la loi, et en s'engageant à relancer les enquêtes sur les trois disparitions et les 17 assassinats de journalistes du Veracruz survenus lors du mandat de son prédécesseur.
- renforcer les moyens financiers et humains de la CEAPP, tout en garantissant son autonomie et son indépendance.

### **au pouvoir législatif local, de :**

- réguler l'usage et la répartition de la publicité officielle distribuée aux médias, avec des objectifs clairs, précis, transparents et non discriminatoires.
- réformer en profondeur la législation pour que les institutions judiciaires, mais aussi la CEAPP, puissent remplir correctement leurs fonctions.

### **À la Commission du Veracruz pour l'attention et la protection des journalistes (CEEAP), de :**

- poursuivre ses efforts en renforçant la transparence et la communication autour de ses actions.
- installer des antennes locales dans les zones les plus reculées de l'État, afin de pouvoir réagir plus rapidement dans les situations d'urgence.
- recruter du personnel spécialisé, et/ou de former ses employés aux problématiques liées à la liberté d'expression.
- présenter régulièrement aux ONG un rapport sur les résultats obtenus par la Commission.





→ 11 février 2016, Mexico: manifestation en hommage aux journalistes du Veracruz assassinés  
© AFP PHOTO/RONALDO SCHEMIDT



## ONT COLLABORÉ À CE RAPPORT :

Artur Lara Romeu  
Balbina Flores Martínez  
Victor Ruiz Arrazola  
Lysiane Baudu  
Gaëlle Le Roux



---

This material has been developed within the framework of ProtectDefenders.eu, the EU Human Rights Defenders Mechanism implemented by international civil society.

This publication has been produced with the assistance of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of Reporters Without Borders and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 5 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**  
Rédaction en chef RSF : **VIRGINIE DANGLES**  
Directeur du bureau Amérique latine : **EMMANUEL COLOMBIÉ**

**SECRETARIAT INTERNATIONAL**

**CS 90247**

**75083 PARIS CEDEX 02**

**TÉL. +33 1 44 83 84 84**

**WEB : WWW.RSF.ORG**

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
**POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION**